

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGT ET UNIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 1046^e
SÉANCE**

Mercredi 26 octobre 1966,
à 15 h 5

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
Point 41 de l'ordre du jour:	
Action dans le domaine du développement industriel (suite):	
b) Rapport du Comité spécial concernant l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (suite)	167
Point 53 de l'ordre du jour:	
Année internationale du tourisme	169

Président: M. Moraiwid M. TELL (Jordanie).

POINT 41 DE L'ORDRE DU JOUR

Action dans le domaine du développement industriel (suite) [A/6433]:

b) Rapport du Comité spécial concernant l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (suite) [A/6229, A/6303, chap. IV, sect. IV; A/6368, A/6369, A/6415, A/6468, A/6473, A/6474, A/6481, E/4203, chap. XII]

1. M. BRADLEY (Argentine) explique qu'à la séance précédente il a voté contre l'amendement des 14 puissances (A/C.2/L.868 et Add.1) parce qu'une disposition dans ce sens figure déjà au paragraphe 35 du projet de résolution adopté par le Comité spécial (A/C.2/L.863 et Corr.1) concernant l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, parce qu'il restreint la liberté d'action de l'ONUDI et qu'il contrevient à l'accord réalisé au sein des divers groupes et selon lequel aucun amendement, sauf celui de l'Algérie (A/C.2/L.869), ne devait être présenté.

2. M. DJOUDI (Algérie) dit qu'il s'est abstenu lors du vote sur l'amendement des 14 puissances non parce qu'il est opposé à son contenu, mais parce qu'on s'était accordé de manière générale à ne pas présenter d'autres amendements. Sa délégation a renoncé à proposer un amendement au paragraphe 1 du projet de résolution qui aurait mis l'accent sur d'autres secteurs que le secteur manufacturier.

3. M. ROOSEVELT (Etats-Unis d'Amérique) explique que sa délégation s'est également abstenue lors du vote relatif à l'amendement des 14 puissances pour les raisons invoquées par le représentant de l'Algérie. Elle appuie maintenant sans réserve le projet de résolution et se propose d'apporter sa contribution aux programmes opérationnels de l'ONUDI dans les mêmes conditions que par le passé. Elle réserve sa position quant aux incidences financières du projet de résolution telles qu'elles sont indiquées dans le rapport du Secrétaire général (A/6481). Comme le

représentant de l'Italie, elle estime que la composition du nouvel organisme doit être analogue à celle d'une société de consultants, dotée d'un personnel permanent peu nombreux, et fondant principalement ses activités sur l'emploi de spécialistes recrutés en vertu de contrats à court terme.

4. Les Etats-Unis appuient naturellement le choix de New York comme siège de l'Organisation, car ils estiment que seul le Siège de l'Organisation des Nations Unies remplit les conditions essentielles qui ont été mentionnées. La délégation des Etats-Unis espère que les avantages que présente la ville de New York seront examinés comme ils le méritent, en même temps que ceux des villes dont le nom a été avancé par ailleurs.

5. Pour M. INGRAM (Australie), l'amendement des 14 puissances est utile mais non nécessaire, son contenu étant déjà couvert par ailleurs dans le projet de résolution. L'Australie, elle aussi, aurait voulu soumettre des amendements, en vue, par exemple, de réduire le nombre des membres du Conseil du développement industriel, mais elle y a renoncé conformément à l'accord officieux intervenu en vue de respecter l'équilibre du projet de résolution adopté par le Comité spécial. La délégation australienne n'a donc eu d'autre choix que de s'abstenir lors du vote sur l'amendement.

6. M. MAKEEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) accueille avec satisfaction l'adoption du projet de résolution et en particulier celle du paragraphe 1 de son dispositif. Toutefois, l'Union soviétique maintient ses réserves quant à la nécessité de donner à l'Organisation un caractère universel et de faire en sorte que ses services soient accessibles à tous également, et quant à l'inopportunité de tenir une conférence d'annonce de contributions spéciale et de maintenir les autres réserves mentionnées dans le rapport du Comité spécial (A/6229, par. 12). Sa délégation a voté en faveur de l'amendement des 14 puissances, car toutes les délégations ont le droit souverain de présenter des amendements chaque fois qu'elles le jugent utile. En fait, il se peut que l'amendement ait été repoussé par suite de l'attitude erronée de certaines délégations qui attribuaient au projet de résolution un caractère en quelque sorte sacro-saint.

7. M. BACKES (Autriche) dit que sa délégation s'est abstenue lors du vote sur l'amendement des 14 puissances parce qu'il fait double emploi avec des dispositions existantes du projet de résolution initial et qu'on s'était accordé à ne pas présenter de nouveaux amendements.

8. M. Mohamed AL-ATRASH (Syrie) rappelle que sa délégation s'est abstenue à l'égard de la proposition tchécoslovaque, présentée oralement lors de la

séance précédente et tendant à modifier la rédaction des paragraphes 3, 13, 16, 22, alinéa a, et 26 du projet de résolution, de manière à éviter d'exclure certains Etats. La délégation syrienne a agi ainsi par esprit de solidarité avec les pays en voie de développement, bien qu'elle eût préféré qu'un caractère universel fût conféré à l'ONUDI. La délégation syrienne s'est abstenue lors du vote sur l'amendement des 14 puissances parce qu'il avait été entendu de ne pas soumettre d'autres amendements.

9. Sir Edward WARNER (Royaume-Uni) indique que sa délégation, tout en approuvant le but visé par l'amendement en question, a voté contre cet amendement pour la raison qu'a exposée le représentant de la Syrie. Elle a voté pour le projet de résolution dans son ensemble, bien qu'à de nombreux points de vue le compromis réalisé au sein du Comité spécial ne fût point satisfaisant. Le Royaume-Uni a déjà versé une contribution de 300 000 livres sterling par l'entremise du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), sous la forme de fonds d'affectation spéciale destinés aux services industriels spéciaux mentionnés au paragraphe 10 du document A/6070¹. Il présume que les activités de l'ONUDI seront financées par le PNUD; les besoins de l'ONUDI et l'emploi qui sera fait des ressources qui seront mises à sa disposition en faveur des pays en voie de développement seront pris en considération par le Royaume-Uni lorsqu'il examinera la possibilité de contributions futures. Sir Edward Warner note qu'il est prévu à l'alinéa b du paragraphe 35 du document A/6481 qu'un crédit spécial de 750 000 dollars sera demandé pour 1967 afin de couvrir les dépenses supplémentaires de personnel de l'ONUDI. Cette disposition est contraire à la décision prise par la Cinquième Commission de ne pas augmenter le tableau des effectifs du Secrétariat. Sir Edward Warner espère en conséquence qu'on fera face à tout accroissement des dépenses de personnel de l'ONUDI au moyen d'économies réalisées par ailleurs. Dans tous les cas, les incidences financières de la création de l'ONUDI devront être examinées de très près par la Cinquième Commission.

10. M. SADI (Jordanie) indique qu'il a voté contre l'amendement des 14 puissances pour les raisons déjà exposées par le représentant de l'Argentine.

11. M. MIRGHANI (Soudan) explique que sa délégation, tout en étant en faveur du principe de l'universalité, s'est abstenue, pour préserver l'accord général, au sujet de la proposition tchécoslovaque. Elle s'est également abstenue lors du vote sur l'amendement des 14 puissances pour les raisons données par le représentant de l'Argentine.

12. M. KARMAKAR (Inde) indique qu'il s'est également abstenu lors du vote sur l'amendement pour les raisons données par les orateurs qui l'ont précédé.

13. M. THAWLEY (Nouvelle-Zélande) déclare que sa délégation a voté contre l'amendement pour ces mêmes raisons.

14. M. FERNANDINI (Pérou) indique que l'établissement de l'ONUDI constitue l'une des plus belles

réalisations des Nations Unies. Pour préserver le compromis réalisé au sein du Comité spécial, sa délégation a voté contre l'amendement à l'alinéa a, x, du paragraphe 2 (A/C.2/L.868 et Add.1).

15. M. AMMAR (Tunisie) signale que, bien que sa délégation ait voté en faveur de l'amendement de l'Algérie, elle appuie la réserve faite par la délégation du Sénégal touchant son interprétation, car une division des fonctions de l'ONUDI serait quelque peu prématurée et pourrait gêner celle-ci dans son action.

16. M. MUZIK (Tchécoslovaquie), parlant également au nom des délégations de la Bulgarie, de Cuba, de la Hongrie, de la Mongolie, de la Pologne, de la RSS de Biélorussie, de la RSS d'Ukraine, de la Roumanie et de l'Union soviétique, dit que les pays socialistes ont toujours préconisé la création d'une organisation de développement industriel et se sont donc félicités de l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 2089 (XX). Malheureusement, les paragraphes 3, 13, 16, 22, alinéa a, et 26 du projet de résolution du Comité spécial ne tiennent pas compte de la nécessité d'une organisation qui s'occupe vraiment de l'ensemble du développement industriel et qui soit ouverte à tous les Etats. En conséquence, les pays socialistes ont voté en faveur de la proposition tendant à modifier le libellé de ces paragraphes.

17. M. WILMOT (Ghana) explique que sa délégation a voté pour l'amendement des 14 puissances parce qu'elle estimait qu'il ne prêtait pas à controverse. L'accord auquel les divers groupes régionaux sont parvenus a été motivé par la crainte que d'autres amendements, en dehors de celui proposé par l'Algérie, ne fassent bouler de neige, rompant ainsi l'équilibre précaire que le Comité spécial avait réussi à établir.

18. M. OCLERIGH (Irlande) déclare que, malgré le caractère peu satisfaisant d'un certain nombre de points du projet de résolution, sa délégation a voté en sa faveur parce qu'il représente un compromis. L'Irlande s'est abstenue lors du vote sur l'amendement des 14 puissances parce qu'elle estime qu'il ne fait que reprendre certaines dispositions du projet de résolution lui-même et parce qu'elle était liée par l'accord intervenu entre les groupes régionaux. Elle maintient les réserves qu'elle a faites à propos des incidences financières de la résolution.

19. M. VILFAN (Yougoslavie) dit que sa délégation s'est également abstenue lors des votes sur l'amendement relatif à la propriété industrielle (A/C.2/L.868 et Add.1) et sur la proposition tchécoslovaque, parce qu'elle tenait à respecter le compromis auquel le Comité spécial était parvenu ainsi que l'accord intervenu entre les groupes régionaux.

20. M. HUSSEIN (République arabe unie) souligne que, si sa délégation s'est abstenue lors du vote sur la proposition tchécoslovaque, c'est qu'elle se sentait moralement obligée d'accepter le texte de compromis proposé par le Comité spécial; cette abstention n'implique aucun changement dans l'attitude de la République arabe unie à l'égard du principe de l'universalité, qu'elle continue d'appuyer.

¹/ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Annexes, point 40 de l'ordre du jour.

21. M. GAILANI (Irak) dit que son pays s'est abstenu lors du vote sur la proposition tchécoslovaque pour la même raison que celle indiquée par l'orateur précédent, mais que cela ne signifie pas que l'Irak ait abandonné tout espoir de voir le principe de l'universalité triompher bientôt dans tous les organes des Nations Unies. La délégation irakienne estime que l'amendement des 14 puissances ne fait que reprendre ce qui est déjà prévu aux paragraphes 35 et 36 du projet de résolution.

22. M. PARDO (Malte) maintient les réserves que sa délégation a formulées au sujet des incidences financières et de la coordination des fonctions de l'ONUDI telles qu'elles sont présentées dans le projet de résolution. Il tient toutefois à souligner que Malte soutient énergiquement la nouvelle organisation, dont les activités, espère-t-il, profiteront à chaque Etat en particulier. Comme Malte ne veut pas empêcher que le projet de résolution ne soit adopté à l'unanimité, M. Pardo demande que l'abstention de sa délégation soit considérée comme un vote affirmatif.

23. M. FRANCO (Colombie) déclare que, si sa délégation a voté contre l'amendement des 14 puissances, ce n'est pas qu'elle fût en désaccord quant au fond, mais c'est parce qu'elle tenait à respecter l'accord réalisé en vue de hâter l'approbation du projet de résolution par la Commission.

24. U THET TUN (Birmanie) dit que sa délégation a voté contre l'amendement des 14 puissances pour les raisons indiquées par l'orateur précédent et qu'elle s'est abstenue lors du vote sur la proposition tchécoslovaque conformément à sa position bien connue concernant le principe d'universalité.

25. M. KHAN (Pakistan) dit que sa délégation se félicite de l'adoption du projet de résolution dans son ensemble, mais qu'elle a été obligée de s'abstenir lors du vote sur l'amendement relatif à la propriété industrielle à cause de l'accord auquel le Comité spécial était parvenu.

26. M. ILONIEMI (Finlande) explique que, si sa délégation s'est abstenue lors du vote sur l'amendement des 14 puissances, c'est parce qu'elle estimait que l'esprit de compromis qui avait prévalu parmi les groupes régionaux devait être maintenu.

27. M. PAPADOPOLO (Guatemala) explique que son pays a voté contre l'amendement des 14 puissances parce qu'il a estimé que l'accord interrégional devait être respecté, que les statuts de la nouvelle organisation devaient avoir une certaine souplesse et que l'amendement faisait double emploi avec ce qui se trouvait déjà aux paragraphes 35 et 36 du projet de résolution.

28. M. GEORGE (France) déclare que sa délégation a voté en faveur de l'amendement parce qu'il ne prêtait pas à controverse. En outre, aucun des 14 pays coauteurs n'avaient participé aux négociations qui ont abouti à l'accord intergroupes. La délégation française se félicite de ce que la résolution dans son ensemble ait été adoptée à l'unanimité, mais maintient ses réserves au sujet des incidences financières.

29. M. DELGADO (Sénégal) dit que sa délégation a voté en faveur de l'amendement des 14 puissances.

Elle estime que chaque délégation a le droit souverain de proposer des amendements et qu'aucun accord officieux enfreignant ce droit ne devrait être conclu.

30. M. BELEOKEN (Cameroun), au nom des auteurs de l'amendement des 14 puissances, remercie les pays qui ont voté en faveur de cet amendement. Il ressort des explications données par les pays qui ont voté contre ou se sont abstenus que la grande majorité des pays ne font pas d'objections quant au fond et que l'organisation sera donc en mesure de commencer ses travaux sur une base d'accord au sein de la Commission.

31. Le PRESIDENT constate que l'adoption à l'unanimité du projet de résolution termine l'examen d'une des questions les plus importantes soumises à la Commission. Il remercie toutes les délégations, notamment les huit qui ont spécialement œuvré pour la création de la nouvelle organisation, de l'esprit de coopération et de compromis dont elles ont fait preuve.

M. Boiko (République socialiste soviétique d'Ukraine), vice-président, prend la présidence.

POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Année internationale du tourisme (A/6303, chap. XIII, sect. V; A/6427, E/4218 et Corr.1, A/C.2/L.867)

32. M. CHADHA (Inde) rappelle la part active qu'a prise sa délégation aux efforts qui ont abouti à l'adoption de la résolution 1108 (XL) du Conseil économique et social. En désignant ainsi l'année 1967 comme Année internationale du tourisme, on entend mettre en relief aux yeux du monde entier le rôle que peut jouer le tourisme comme facteur de développement économique et de compréhension internationale. En proclamant une année internationale du tourisme, on vise essentiellement à créer ou consolider la conscience touristique des populations, c'est-à-dire à développer en elles, d'une part, le désir des voyages et, d'autre part, le sens de l'hospitalité.

33. Le rapport (E/4218 et Corr.1) de l'Union internationale des organismes officiels de tourisme (UIOOT) indique que les organismes nationaux de tourisme et les entreprises privées intéressées font pour 1967 des préparatifs qui répondent au but recherché. Du matériel de propagande touristique spécialement conçu a été édité, des campagnes publicitaires utilisant tous les moyens d'information ont été organisées, et toutes les activités prévues sont axées sur le slogan de l'Année internationale du tourisme: "Tourisme, passeport pour la paix". Le rapport suggère également d'autres mesures que pourraient prendre les gouvernements et les opérateurs privés pour assurer à l'Année internationale du tourisme un succès retentissant; sans être impératives, ces mesures pourraient, si elles sont adoptées même partiellement, aboutir à des programmes très constructifs. C'est ainsi que l'Année internationale du tourisme pourrait fournir l'occasion de donner suite, ne serait-ce qu'à titre expérimental, pour en éprouver la valeur pratique, à certaines des recommandations fort intéressantes formulées lors de la Conférence des Nations Unies sur le tourisme et les voyages

internationaux tenue à Rome en 1963^{2/} et qui n'ont pas encore été toutes mises en œuvre.

34. La proclamation d'une année internationale du tourisme doit certes profiter à tous les pays, mais l'un de ses objectifs essentiels est d'encourager le tourisme à destination des pays en voie de développement. Un accroissement sensible du volume du tourisme aiderait ces pays à réduire le déficit de leur balance des paiements. Mais, à cette fin, il faut déployer des efforts sur le plan international pour encourager les voyageurs à se rendre dans les pays en voie de développement; on pourrait par exemple envisager des réductions spéciales de tarifs pour les voyageurs à destination de ces pays, et la délégation indienne espère que l'Association du transport aérien international se penchera tout spécialement sur cette question la prochaine fois qu'elle examinera les tarifs internationaux. L'adoption d'un tarif réduit spécial "tour du monde" pour les voyages aériens pendant l'Année internationale du tourisme serait des plus utiles. On peut également espérer que des réductions de tarifs analogues seront consenties à l'échelon national.

35. L'Inde a l'intention de faire à l'Année internationale du tourisme une publicité considérable et a déjà établi des plans pour organiser, en 1967, un grand nombre d'activités spéciales. On se propose d'organiser dans tout le pays des festivités qui dureront environ un mois et de tenir des cycles d'études sur le tourisme qui mettront en relief le rôle du tourisme en tant qu'instrument d'intégration nationale et de paix internationale. On s'efforcera aussi d'assouplir dans toute la mesure possible les formalités de voyages.

36. M. Chadha annonce, en présentant le projet de résolution, que les délégations de l'Equateur, du Népal et du Pérou ont demandé à se joindre aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.867. Le préambule de ce projet récapitule les principales raisons qui militent en faveur de la proclamation d'une année internationale du tourisme. Les divers paragraphes du dispositif se passent d'explication; le représentant de l'Inde fait néanmoins observer aux membres de la Commission que le paragraphe 4 n'entraînera aucune dépense supplémentaire. Le rapport demandé au paragraphe 5 a été jugé nécessaire afin d'offrir au Conseil économique et social la possibilité d'évaluer dans quelle mesure, en choisissant 1967 comme Année internationale du tourisme, on serait assuré du succès.

37. M. VILFAN (Yougoslavie) dit que sa délégation tient à souligner l'importance du tourisme international en tant que moyen propre à créer des conditions favorables à une coopération pacifique et amicale, étant donné que les troisième et cinquième considérants du projet de résolution ne font qu'une vague allusion à cet aspect de la question. La délégation yougoslave a bien précisé que ce n'est pas parce

qu'elle attache une grande importance à cet aspect de la question qu'elle en sous-estime d'autres tout aussi importants. C'est ainsi par exemple qu'elle estime que l'Organisation des Nations Unies se doit d'inscrire l'expansion du tourisme au nombre de ses activités économique étant donné que les recettes provenant du tourisme peuvent grandement contribuer à atténuer les difficultés de balance des paiements des pays en voie de développement.

38. Revenant à l'influence du tourisme sur les relations internationales, M. Vilfan dit que les excellents rapports que la Yougoslavie entretient avec la plupart de ses voisins sont dus, dans une large mesure, à l'assouplissement progressif des formalités aux frontières et cite, à titre d'exemple, les relations de son pays avec l'Italie. Alors qu'on avait commencé par prendre des dispositions spéciales en faveur des populations des zones frontalières, on en est parvenu aujourd'hui à un stade où presque toutes les formalités sont abolies. C'est là une tendance qui, selon la délégation yougoslave, ne fait que traduire les transformations profondes de la structure même du monde. C'est sous cet angle que la Yougoslavie a étudié les recommandations contenues dans le document établi par l'UIOOT.

39. Le Parlement yougoslave examine un projet de loi concernant la suppression des visas pour les touristes étrangers pendant toute la durée de l'Année internationale du tourisme, puis, par la suite, pour les ressortissants des pays qui seront prêts à prendre une mesure analogue en faveur des touristes yougoslaves. La délégation yougoslave espère que l'adoption par de nombreux pays de mesures similaires donnera à l'Année internationale du tourisme la portée qu'on attend d'elle.

40. M. USTUN (Turquie) note que la collectivité internationale devient de plus en plus consciente des bénéfices économiques à retirer d'un accroissement du tourisme international. La Turquie est l'un des nombreux pays en voie de développement qui trouve dans les recettes de tourisme une source importante de devises. Le développement du tourisme bénéficie d'une priorité élevée dans le plan quinquennal actuel de la Turquie; en fait, grâce aux projets d'infrastructure et aux activités de promotion sur lesquels ce plan est axé, le tourisme a augmenté de 22 p. 100 en 1965 au lieu des 8 p. 100 prévus. Une partie de ce succès est due bien entendu à l'adoption de certaines des recommandations de la Conférence de Rome et à la conclusion d'accords de tourisme avec les pays voisins. L'Année internationale du tourisme contribuera également à la cause de la paix en favorisant la coopération et la compréhension mutuelles entre pays.

41. Ces considérations ont incité ma délégation à se joindre aux auteurs du projet de résolution; elle espère qu'il recevra l'appui de tous les membres de la Commission.

^{2/} Recommandations concernant le tourisme et les voyages internationaux (publication des Nations Unies, numéro de vente: 64.I.6).

La séance est levée à 17 h 35.